

# Le Pakistan, nouvelle république au sein du Commonwealth

LE 23 mars 1956, dans la capitale fédérale de Karachi, a été officiellement proclamée la République islamique du Pakistan. Des envoyés spéciaux du Commonwealth et des pays étrangers ont alors présenté leurs lettres de créance au nouveau président, le major général Iskander Mirza. Le Canada était représenté par M. T. C. Davis, ambassadeur du Canada au Japon.

Le 15 août 1947, le Pakistan a accédé à l'indépendance, tout en demeurant membre du Commonwealth. La cérémonie qui vient de se dérouler à Karachi et la promulgation de la constitution qui en a été l'occasion, constituent donc l'heureux couronnement de huit ans et demi d'efforts constants pour doter le Pakistan d'un gouvernement constitutionnel. Fait remarquable, alors qu'il n'est nullement fait mention du Commonwealth dans la constitution, la Constituante a adopté par une forte majorité une résolution affirmant que le Pakistan entendait demeurer dans le Commonwealth et en reconnaître la reine pour chef. À cet égard, le Pakistan a pris à peu près le même parti que l'Inde en 1950.

## Obstacles formidables

L'élaboration d'une constitution et la réalisation d'un gouvernement parlementaire se sont heurtées à des obstacles formidables que le Pakistan est cependant parvenu à surmonter. En 1948, la mort de Mohammed Ali Jinnah, fondateur et premier gouverneur général du Pakistan, et en 1951 celle de Liaquat Ali Khan, premier ministre de la première législature, n'ont pas été les moindres de ces obstacles que reflètent les pouvoirs d'urgence attribués au président par la nouvelle constitution. S'il survient une agression de l'extérieur ou des troubles internes qui pourraient, à son avis, mettre en danger la sécurité du Pakistan, le président est habilité à proclamer l'état d'urgence, à prendre en sa possession le pouvoir exécutif des gouvernements provinciaux et à suspendre l'exercice des droits fondamentaux. La proclamation, qui vaut pour deux mois, peut ensuite être prorogée de quatre mois par l'Assemblée nationale.

La difficulté la plus manifeste que posait l'élaboration d'une constitution consistait peut-être dans la recherche de principes à la fois équitables pour le Pakistan oriental et le Pakistan occidental et acceptables par l'un et l'autre. Outre une distance de 1,000 milles de territoire indien, des différences de langue, de race et de civilisation séparent les deux zones du Pakistan, dont les liens résident surtout dans une commune foi islamique. Le Pakistan oriental est peuplé de 42 millions de Bengalis, peuple établi depuis des siècles dans la vallée du Gange inférieur. La population du Pakistan occidental, qui s'élève à 37 millions, comprend des Pendjabis, des Sindis et les membres de quelques tribus habitant certaines régions et parlant surtout l'ourdou. Les sept parties constitutives du Pakistan occidental (Pendjab, province du Nord-Ouest, Sind, Karachi, Baloutchistan, Bahawalpour et Khairpour) ont été groupées l'an dernier en une seule unité administrative. Étant donné les revendications particularistes des deux provinces, il fut décidé que le Pakistan oriental et le Pakistan